



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055|92066 Paris La
Défense Cedex



RSM Paris
Membre du réseau RSM
International
26, rue Cambacérés,
75008 Paris
France

ITM Entreprises

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
ITM Entreprises
24, rue Auguste Chabrières - 75015 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

RSM Paris
Société de commissariat aux comptes
Siège social : 26, rue Cambacérés
75008 Paris
792111783 RCS



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055|92066 Paris La
Défense Cedex

RSM Paris
Membre du réseau RSM
International
26, rue Cambacérés,
75008 Paris
France

ITM Entreprises

24, rue Auguste Chabrières - 75015 PARIS

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'attention de l'associé unique de la société ITM Entreprises,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ITM Entreprises relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne :

- Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2023 s'établit à 2 270 214 milliers euros, sont évalués à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'entrée et dépréciés selon les modalités décrites dans le paragraphe " 4. Immobilisations financières " de la note " 2 : Principes et méthodes comptables " de l'annexe. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans votre société pour leur recensement, leur évaluation et leur traduction comptable dans des conditions satisfaisantes. Nos travaux ont également consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations et à examiner leur procédure d'approbation par la direction ;
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques relatifs aux litiges, tels que décrits dans la note " 7. Provisions " de la note " 2 : Principes et méthodes comptables " de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 24 avril 2024

KPMG SA



Jean-Charles SIMON

Associé

Paris, le 24 avril 2024

RSM Paris



Paul-Evariste Vaillant

Associé

ITM ENTREPRISES
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2023



Sommaire

Bilan actif.....	3
Bilan passif.....	4
Compte de résultat.....	5
Compte de résultat (suite).....	6
ANNEXE	7
Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture.....	8
Note 2 : Principes et méthodes comptables.....	9
1. Principes généraux.....	9
2. Immobilisations incorporelles.....	11
3. Immobilisations corporelles.....	12
4. Immobilisations financières.....	13
5. Clients et comptes rattachés.....	15
6. Trésorerie.....	15
7. Provisions.....	15
8. Fiscalité.....	15
9. Engagements hors bilan.....	17
10. Autres informations.....	19
Note 3 : Notes sur le bilan.....	20
1. Immobilisations incorporelles.....	20
2. Immobilisations corporelles.....	21
3. Immobilisations financières.....	22
4. Actif circulant.....	23
5. Trésorerie.....	24
6. Charges constatées d'avance.....	25
7. Capitaux propres.....	26
8. Provisions.....	27
9. Dettes.....	28
Note 4 : Notes sur le compte de résultat.....	30
1. Résultat d'exploitation.....	30
2. Résultat financier.....	32
3. Résultat exceptionnel.....	33
4. Fiscalité.....	34
Note 5 : Autres informations.....	35
1. Effectif.....	35
2. Honoraires des commissaires aux comptes.....	35
3. Rémunération des dirigeants.....	35
4. Transactions effectuées avec les parties liées.....	35
5. Engagements hors bilan.....	35
Annexe : Tableau des filiales et participations.....	36

Bilan actif

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

BILAN-ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement	13	13		
Concessions, brevets et droits similaires	82 722	53 371	29 351	19 420
Fonds commercial	46		46	46
Autres immobilisations incorporelles	238 324	228 269	10 055	7 814
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	321 105	281 653	39 453	27 280
Terrains	4 138		4 138	4 138
Constructions	114 125	89 507	24 618	28 866
Installations techniques, matériel	280	197	83	228
Autres immobilisations corporelles	6 263	3 449	2 814	3 110
Immobilisations en cours	2 169		2 169	417
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	126 975	93 153	33 822	36 759
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	2 920 625	650 411	2 270 214	2 277 413
Créances rattachées à des participations	3 075 675	765 907	2 309 767	2 485 200
Autres titres immobilisés	18 089	2 426	15 663	15 007
Prêts	1 055 955		1 055 955	
Autres immobilisations financières	68 564	53 710	14 854	55 378
TOTAL immobilisations financières	7 138 908	1 472 454	5 666 454	4 832 999
Total Actif Immobilisé (II)	7 586 988	1 847 260	5 739 728	4 897 038
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
TOTAL Stock				
Avances et acomptes versés sur commandes	169		169	325
Clients et comptes rattachés	83 353	551	82 801	76 883
Autres créances	187 699		187 699	161 756
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	271 052	551	270 501	238 638
Valeurs mobilières de placement	16 853		16 853	15 650
dont actions propres:				
Disponibilités	566 365		566 365	872 349
TOTAL Disponibilités	583 217		583 217	887 999
Charges constatées d'avance	3 996		3 996	4 482
Total Actif Circulant (III)	858 434	551	857 883	1 131 444
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Prime de remboursement des obligations (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
Total Général (I à VI)	8 445 423	1 847 811	6 597 611	6 028 483

Bilan passif

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

BILAN-PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022
Capital social ou individuel	dont versé : 1 024	1 024	1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport,			
Ecart de réévaluation			
	dont écart d'équivalence		
Réserve légale		102	102
Réserves statutaires ou contractuelles		288	288
Réserves réglementées	dont réserve des prov. fluctuation des cours :		
Autres réserves	dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :	2 874 824	2 710 688
TOTAL Réserves		2 875 215	2 711 079
Report à nouveau			
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		-60 634	164 136
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		71	70
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)		2 815 675	2 876 309
Produit des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)			
Provisions pour risques		9 346	9 019
Provisions pour charges		7 394	10 203
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)		16 739	19 222
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires		584 483	669 590
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		630 365	218 809
Emprunts et dettes financières divers		dont emprunts participatifs :	
		2 323 640	2 003 699
TOTAL Dettes financières		3 538 488	2 892 098
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		16 906	34 150
Dettes fiscales et sociales		173 819	150 292
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1 454	3 038
Autres dettes		33 732	53 374
TOTAL Dettes d'exploitation		225 910	240 854
Produits constatés d'avance			
TOTAL DETTES (IV)		3 764 398	3 132 952
Ecart de conversion Passif (V)		799	
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)		6 597 611	6 028 483

Compte de résultat

Les montants sont exprimés en milliers d'euros

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023			Exercice 2022
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services	220 551	15 088	235 638	217 616
Chiffres d'affaires nets	220 551	15 088	235 638	217 616
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				2
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 381	3 051
Autres produits			96 710	82 440
Total des produits d'exploitation (I)			333 729	303 109
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			97 711	95 990
Impôts, taxes et versements assimilés			4 012	4 455
Salaires et traitements			23 790	20 391
Charges sociales			10 983	9 947
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	9 937	9 321
		Dotations aux provisions		
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	114	107
		Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges			47	-3
Total des charges d'exploitation (II)			146 593	140 209
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			187 136	162 900
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations			161 834	80 456
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			10 633	46
Autres intérêts et produits assimilés			22 556	4 516
Reprises sur provisions et transferts de charges			29 539	25 943
Différences positives de change			10 955	10 703
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				1 080
Total des produits financiers (V)			235 517	122 744
Dotations financières aux amortissements et provisions			341 326	42 154
Intérêts et charges assimilées			104 585	39 448
Différences négatives de change			13 662	10 163
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				1 451
Total des charges financières (VI)			459 573	93 216
RÉSULTAT FINANCIER			-224 056	29 528
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-36 920	192 427

Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	741	1 440
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 208	1 628
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 365	13 942
Total des produits exceptionnels (VII)	14 314	17 009
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 030	1 227
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 189	828
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	10 692	6 095
Total des charges exceptionnelles (VIII)	14 912	8 150
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-598	8 859
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	23 116	37 150
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	583 560	442 862
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	644 194	278 726
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-60 634	164 136

ITM ENTREPRISES
N° Siren 722064102
24 rue Auguste Chabrières 75015 Paris

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

Note 1 : Faits marquants et événements postérieurs à la clôture

Evènements significatifs de l'exercice

L'année 2023 a été riche en opérations de croissance externe et de prise de parts de marché.

Le 3 janvier, le Groupement des Mousquetaires a fait l'acquisition du groupe Mestdagh en Belgique. Cette acquisition vient renforcer le réseau Intermarché dans ce pays, avec la reprise de 87 supermarchés et d'un entrepôt logistique exploité par la société Superlog à Gosselies.

Le 25 mai, un protocole a été signé pour la reprise de points de vente sous enseigne Casino par vagues successives. Le 29 septembre a été réalisée l'acquisition immédiate des points de vente de la liste A1 (61 points de vente, dont 58 acquis au 29/09 et 3 acquisitions décalées à 2024) et la reprise de 49% des points de vente de la liste A2 (72 points de vente). La reprise des points de vente d'une troisième liste est également prévue, à la main de Casino. Le protocole prévoit également le renforcement des partenariats commerciaux entre le Groupement des Mousquetaires et Casino.

Le 28 septembre, Le Groupement des Mousquetaires a fait l'acquisition du groupe Tridôme dans le bricolage, reprenant ainsi 10 points de vente et 3 jardineries.

ITM Entreprises a remboursé plusieurs emprunts (bilatéraux, placements privés, et obligataires) pour un montant total de 303.9M€ :

- Remboursement d'emprunts sous format obligataire pour 302M€ (EUROPP/BRED/SG-CACIB).
- Remboursement d'un emprunt bancaire pour 1.9M€ (CACIB).

ITM Entreprises a souscrit de nouveaux emprunts pour un montant total de 610M€.

- Des emprunts EUROPP sous format obligataire pour 210M€.
- Souscription d'une nouvelle ligne de crédit d'un total de 600M€ (projet CIRITH).
- De nouveaux tirages ont été effectués courant 2023 pour une augmentation globale de 400M€ (dont 300M€ effectués sur une nouvelle ligne de crédit de 600M€ accordée en septembre 2023 dans le cadre du projet CIRITH).

L'encours à la clôture des Neu CP est de 775.3M€ (vs 646.5M€ au 31/12/2022), soit une augmentation de 128.8M€.

De nouveaux prêts intragroupe à moyen/long terme ont été accordés sur 2023 à IEM, ITM Alimentaire Belgium et aux ITM Alimentaire Régions pour un total de 1 045M€

De nouveaux titres ont été acquis sur 2023 :

- 2 643 titres IEM
- 245 000 titres Intercement Réassurance
- 50 titres ITM Nouvelles régions

Des titres ont également été cédés sur 2023 :

- PROMEX (Liquidation)
- ITM BAZA Poznanska (cession intragroupe)

Des augmentations de capital ont également été effectuées :

- Création de 9 375 000 nouveaux titres puis réduction de capital par annulation de 9 375 000 titres sur ITM EM
- Création de 107 875 nouveaux titres puis réduction de capital par annulation de 104 364 titres sur ITM NOUVELLES REGIONS

En 2023, des écritures de dépréciations ont été comptabilisées dans les comptes dont principalement :

- Une provision pour dépréciations des titres d'Agromousquetaires pour un montant de 167M€ et d'ITM Participations pour 22.8M€
- Une reprise de provisions sur dépréciation des titres d'ITMP Portugal pour un montant de 20.6M€
- Une provision pour dépréciations des comptes courants de BP Holding pour 53.5M€ et de CDE France pour 71.9M€

La société PROMEX a fait l'objet d'une clôture de liquidation en faveur d'ITM Entreprises engendrant un boni de liquidation à hauteur de 692K€.

Evènements postérieurs à la clôture

Le 12 janvier 2024, suite aux difficultés économiques importantes rencontrées par la société BRICOPRIVE, la Direction a soumis à la consultation du CSE des projets portant sur une cessation d'activité de la société BRICOPRIVE, la fermeture de site d'Eurocentre et la recherche d'un repreneur et un plan de licenciement pour motif économique et de sauvegarde de l'emploi.

Le 24 janvier, Le Groupement des Mousquetaires et Casino ont fait aboutir les négociations entamées en décembre pour la reprise de magasins supplémentaires, au nombre de 164, et répartis sur l'ensemble des régions françaises. Ces rachats, qui se réaliseront en trois vagues en avril, mai et juin 2024, permettront de gagner entre 1,2 et 1,5 point de part de marché alimentaire.

Le 31 janvier, la société ITM Nouvelles Régions a fait l'objet d'une dissolution sans liquidation en faveur d'ITM Entreprises engendrant un mali de liquidation à hauteur de 1.8M€.

Note 2 : Principes et méthodes comptables

1. Principes généraux

ITM ENTREPRISES est à ce jour sous la forme d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement de l'ANC n°2014-03 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement desdits comptes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels et aux hypothèses de base suivantes

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Sauf indication contraire, les informations chiffrées contenues dans cette annexe sont présentées en milliers d'euros.

Changement de règles et méthodes comptables

Au cours de l'exercice, aucun changement de méthode n'est intervenu, par conséquent les exercices sont comparables sans retraitement.

Opérations commerciales en devises

Chiffre d'affaires

Les ventes en devises sont enregistrées en chiffre d'affaires au cours du jour de la vente. L'effet de couverture est, le cas échéant, comptabilisé dans le même compte de chiffre d'affaires.

Dettes et créances commerciales, disponibilités

Les dettes, créances et disponibilités libellées en devises sont converties en fin d'exercice à leur cours de clôture.

Les différences de conversion résultant de la réévaluation des créances et dettes en devises au cours de clôture sont inscrites au bilan en « écart de conversion actif » lorsqu'il s'agit d'une perte latente et en « écart de conversion passif » lorsqu'il s'agit d'un gain latent. Les écarts de conversion actifs font l'objet d'une provision à concurrence du risque non couvert.

Les écarts de conversion résultant de la réévaluation des disponibilités sont portés au compte de résultat, sauf si les disponibilités entrent dans une relation de couverture. Dans ce cas, les écarts de conversion sont inscrits au bilan et suivent les principes de la comptabilité de couverture.

Les écarts de conversion des dettes et créances d'exploitation (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat d'exploitation. Les écarts de conversion des dettes et créances financières (provisionnés ou réalisés) sont comptabilisés en résultat financier.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées, à l'actif du bilan, à leur coût d'acquisition.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Frais d'établissement	5 ans
Frais de recherche et développement	5 ans
Concessions, brevets, licences	1 à 7 ans
Droit au bail	Durée restante du bail
Fonds commercial	10 ans /-*
Surcoûts	10 ans
Autres immobilisations incorporelles	1 à 5 ans

* En application des dispositions du règlement ANC 2015-06, nous avons estimé que nos fonds commerciaux n'ont pas de durée limitée et à ce titre, ils ne sont pas

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions réglementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Cas particulier des malis techniques affectés en droit au bail

Les malis affectés suivent les mêmes règles d'amortissement et de dépréciation que l'actif sous-jacent auxquels ils ont été affectés.

Cas particulier des surcoûts

Lors de l'acquisition de titres de points de vente destinés à être recédés, la différence entre le prix d'acquisition des titres et leur valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires est assimilée à un surcoût et comptabilisée en autres immobilisations incorporelles. En cas de revente du point de vente dans les 2 ans, la valeur calculée est remplacée par le prix de cession des titres détenus, qui est assimilée à une valeur de marché. Le surcoût est donc susceptible d'être modifié dans ce cas.

Les surcoûts sont amortis linéairement, prorata temporis fin de mois, sur 10 ans depuis le 01/01/2018.

Jusqu'au 31 décembre 2017, ils étaient amortis sur 5 ans. Des analyses ont été menées sur les actifs sous-jacents économiques qui ont été étudiés selon différentes méthodes. Ces analyses ont conclu à une durée de vie comprise entre 8.7 et 10 ans.

Par application du règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018, le groupe a choisi de modifier la durée d'amortissement de façon prospective au titre du changement d'estimation pour la porter à 10 ans.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition incluant le prix d'achat, les frais accessoires et les frais d'acquisition comme préconisé dans la méthode de référence.

Cas particulier des malis techniques

Pour les sociétés immobilières aval, la totalité des malis est affectée sur les terrains dans la mesure où l'emplacement est le principal élément constitutif de la valeur d'un point de vente et non pas la structure du bâtiment.

Pour les sociétés immobilières amont, le mali technique peut être affecté en terrain et en construction.

Amortissements

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire ou dégressif sur les durées d'utilité prévisionnelles suivantes :

	Durée Moyenne
Agencements des terrains	
Constructions	Selon composants
Agencements des constructions	10 à 15 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel de bureau	4 à 10 ans
Matériel informatique	2 à 4 ans

Durée d'amortissement des composants qui composent les constructions et constructions sur sol d'autrui :

- Composants identifiés au sein des actifs immobiliers correspondant à du 1er

Nature du composant	Durée et méthode
Terrassement et infrastructures	25 ans linéaire
Gros œuvre, dallage et maçonnerie, réseaux enterrés et sols	30 ans linéaire
Charpente	20 ans linéaire
Couverture	15 ans linéaire
Bardage et panneaux isolants	20 ans linéaire

- Composants à du 2nd œuvre :

Nature du composant	Durée et méthode
Transformateur	10 ans linéaire
Menuiseries métalliques	15 ans linéaire
Détection et extinction incendie	10 ans linéaire
Électricité	10 ans linéaire

Plomberie et chauffage	10 ans linéaire
Cloisons et menuiserie bois	10 ans linéaire
Aménagement de décoration	10 ans linéaire
Couche de roulement voirie	10 ans linéaire

Un amortissement dérogatoire, classé au bilan en provisions règlementées, est constaté en complément à chaque fois que les durées fiscales admises sont inférieures aux durées d'utilisation.

Dépréciations

A la clôture de l'exercice, un test de dépréciation est réalisé pour les actifs détenus depuis au moins deux ans. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'immeuble, terrain, et mali technique éventuel inclus, à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle est déterminée selon les méthodes suivantes par ordre de priorité :

- Prix de cession inclus dans une promesse de vente ;
- Valeur déterminée par une société d'expertise immobilière au cours des trois dernières années ;
- Valeur de rendement déterminée en fonction des revenus générés par l'actif et de son taux de rendement attendu (entre 6 et 10%).

En cas de moins-value supérieure à deux ans de dotations aux amortissements, une dépréciation de l'actif est comptabilisée en priorité sur le mali technique de fusion, puis au prorata des valeurs nettes comptables du terrain et de la construction.

4. Immobilisations financières

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués au prix d'acquisition ou à la valeur d'entrée lorsqu'il s'agit d'une souscription au capital d'une (nouvelle) filiale.

Les frais d'acquisition des titres sont comptabilisés en immobilisations et sont rapportés en résultat de façon linéaire sur une durée 5 ans par la constitution de provisions règlementées.

Cas particulier des titres de Point de Vente

Les titres de participation sont composés des prises de participation d'au moins 10% d'une société, et sont enregistrés à leur prix d'acquisition minorée d'un surcoût, qui correspond à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la valeur calculée selon les normes d'évaluation propres au Groupement des Mousquetaires.

Cas particulier des malis techniques affectés en titres

A compter du 1er janvier 2016 et conformément aux règles comptables applicables au mali technique de fusion fixées par le règlement n° 2015-06 du 23 novembre 2015, modifiant le règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables relatif au Plan comptable général, les malis de fusion sont affectés aux actifs sous-jacents. Certains ont été ainsi reclassés en titres de participation.

Créances rattachées aux participations et prêts

La rubrique « créances rattachées à des participations » comprend l'ensemble des créances financières détenues sur les sociétés avec lesquelles il existe un lien de participation. Il s'agit principalement de montants inscrits en comptes courants susceptibles d'évoluer en fonction de la trésorerie des sociétés concernées dans le cadre d'une convention de trésorerie au sein du groupe.

La rubrique « prêts » est constituée des créances sur des sociétés ayant donné lieu à la mise en place d'un plan d'étalement de règlement des dûs ou d'avances versées dans le cadre d'acquisitions de points de vente à venir. Les créances enregistrées en prêt ont fait l'objet d'un accord prévoyant explicitement les échéances de remboursement, à la différence de celles enregistrée dans la rubrique précédente.

Titres immobilisés

Il s'agit de titres que la société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme mais contrairement aux titres de participations leur détention n'est pas jugée utile à l'activité de la détentrice. Les titres immobilisés sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Dépréciation des actifs financiers

Les dépréciations des titres de participation sont déterminées par comparaison du coût d'acquisition figurant à l'actif du bilan et soit :

- la quote-part de capitaux propres réévalués détenus
- la valorisation calculée selon le modèle des flux actualisés qui prend en compte le potentiel économique et financier de la filiale considérée au moyen d'une actualisation des flux futurs de trésorerie.

Une dépréciation est dotée lorsque la valeur comptable des titres est supérieure à la quote-part de capitaux propres réévalués détenus.

Les dépréciations des créances rattachées à des participations sont constatées à hauteur de la quote-part de capitaux propres réévalués détenus ou de la quote-part de détention appliquée à la valeur calculée selon la méthode des flux actualisés, s'ils sont négatifs.

En cas d'insuffisance des créances rattachées à des participations par rapport à la quote-part de capitaux propres réévalués détenus et négatifs, un complément dépréciation est doté selon l'ordre suivant : prêts, créances clients puis provision pour risques si besoin.

Précisions ou exceptions quant au principe général de dépréciation des immobilisations financières :

- Filiales immobilières de moins de deux ans

La règle groupe veut qu'aucune provision ne soit comptabilisée sur les titres de sociétés immobilières avant un délai de deux ans sauf événements exceptionnels (arrêt de la filiale...).

- Sociétés disposant d'un patrimoine immobilier

Les capitaux propres des filiales disposant d'un patrimoine immobilier (en propre ou en crédit-bail) sont réévalués.

La valorisation de ces actifs immobiliers peut être fondée sur des expertises immobilières récentes ou estimée sur la base d'une valeur de rendement.

- La filiale possède un patrimoine immobilier en propre :
La situation nette reévaluée est obtenue en substituant à la valeur nette comptable des biens immobiliers (y compris l'éventuel mali technique affecté) leur valeur réelle. Une plus ou moins-value est ainsi dégagée.

- La filiale possède un patrimoine immobilier financé par crédit-bail :

Dans ce cas, il est tenu compte à l'actif de la valeur réelle des biens immobiliers et au passif de la dette financière correspondante à hauteur du capital restant dû majoré le cas échéant du prix de levée d'option et du droit au bail.

- Cas d'une société holding :

Les capitaux propres d'une société holding détenant des titres de sociétés immobilières sont réévalués de la même façon : les capitaux propres des filles sont réévalués comme indiqué ci-dessus et la valeur ainsi obtenue se substitue à la valeur nette comptable des titres de participation inscrite à l'actif du bilan de la mère.

Pour les filiales constituées sous forme de SNC, les statuts prévoient dans certaines conditions une affectation automatique des résultats (bénéfice ou perte). Dans ce cas, aucune dépréciation n'est comptabilisée même si les résultats de ces filiales sont fortement déficitaires.

5. Clients et comptes rattachés

Les créances sont inscrites pour leur valeur nominale.
recouvrement.

6. Trésorerie

Les valeurs mobilières de placement ont été valorisées à leur coût d'acquisition, ou à leur valeur économique si cette dernière lui est inférieure. Les moins-values potentielles font l'objet de provisions.

7. Provisions

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue. L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite.

8. Fiscalité

TVA

Depuis le 1er janvier 2013, la société appartient au groupe d'intégration de TVA dont la société mère est ITM Entreprises en application du décret n° 2012-239 du 20 février 2012 relatif aux modalités d'application du régime optionnel de consolidation au sein d'un groupe du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée et des taxes assimilées.

Impôts sur les bénéfices

L'impôt comptabilisé correspond à l'impôt exigible. Aucun impôt différé n'est

Depuis le 1er janvier 2011, la société fait partie du Groupe Fiscal constitué par la Société Civile des Mousquetaires en application de l'Article 223-A et suivant du Code Général des Impôts.

La convention signée prévoit la disposition suivante "La centralisation des impôts sur la Société Mère ne devant ni léser, ni avantager les Sociétés Filiales, il a été décidé d'organiser les relations entre la Société Mère et les Sociétés Filiales de telle sorte que ces dernières se trouvent dans une situation comparable à celle qui aurait été la leur si elles étaient restées imposées séparément."

Un avenant à la convention d'intégration, entré en application sur l'exercice 2016 a toutefois introduit une dérogation temporaire aux principes généraux et réalloue aux filiales ayant bénéficié d'un abandon ou d'une subvention à caractère financier, la part de l'économie d'impôt réalisée par le groupe fiscal sur la neutralisation de cet abandon, plafonné à hauteur de l'impôt dû par chaque fille concernée. En cas de déneutralisation ultérieure au sein de l'intégration, cette réallocation partielle du boni d'intégration devra être restituée par la fille.

9. Engagements hors bilan

Les engagements relatifs aux engagements de retraite sont estimés selon la méthode prospective des unités de crédits projetées qui prend notamment en compte la probabilité de maintien du personnel dans la société jusqu'à sa retraite, l'évolution future de la rémunération et un taux d'actualisation reflétant le taux de rendement à la date du bilan des obligations émises par des émetteurs privés de premier rang. Le calcul des engagements de l'exercice a été réalisé en tenant compte des modifications apportées par la réforme des retraites suite à l'entrée en vigueur de la Loi de Financement Rectificative de la Sécurité Sociale pour 2023.

Hypothèses	Valeurs proposées pour l'évaluation au 31/12/2023	Valeurs finales au 31/12/2022
Date de l'évaluation	31/12/2023	31/12/2022
Taux d'inflation	Inclus dans les autres paramètres	Inclus dans les autres paramètres
Taux d'actualisation	3.30% (sensibilité +/- 50 pbs)	3,84% (sensibilité +/- 25 pbs)
Profil de carrière	Cadres : 3%	Cadres : 2,5%
	AGM : 2,5%	AGM : 2%
	Employés : 2%	Employés : 1,5%
Taux de charges sociales	CAD : 47%	CAD : 48%
	AGM : 42%	AGM : 43%
	EMP : 38%	EMP : 35%
Dérive des montants (médailles définies en euros)	2%	2%
	CAD : 22 ans	CAD : 22 ans
	AGM : 20 ans	AGM : 20 ans
	EMP : 20 ans	EMP : 20 ans
Table de mortalité	INSEE 2017-2019 (Homme) INSEE 2017-2019 (Femme)	INSEE 2016-2018 (Homme) INSEE 2016-2018 (Femme)
Age de départ à la retraite	CAD : 65 ans	CAD : 65 ans
	AGM : 64 ans	AGM : 63 ans
	EMP : 64 ans	EMP : 63 ans
Table de turnover	CAD : table TO 2023 - CAD (fonction de l'âge)	CAD : table TO 2020 - CAD (fonction de l'âge)
	AGM : table TO 2023 - AGM (fonction de l'âge)	AGM : table TO 2020 - AGM (fonction de l'âge)
	EMP : table TO 2023 - EMP (fonction de l'âge)	EMP : table TO 2020 - EMP (fonction de l'âge)
Modalité de départ :	Départ volontaire	Départ volontaire

Instruments financiers

La société ITM ENTREPRISES réalise des opérations de couverture pour couvrir le risque auquel elle est potentiellement exposée sur :

- a. ses achats de matières premières sur des marchés organisés
- b. ses opérations de financement en termes de taux

c. Ses achats de matières premières libellés en devises étrangères. Conformément à la réglementation comptable les produits et charges (latents ou réalisés) relatifs aux instruments de couverture sont reconnus au compte de résultat de manière symétrique au mode de comptabilisation des produits et charges sur l'élément couvert. Les effets des opérations de couverture non reconnus au résultat sont enregistrés au bilan dans les comptes de différence d'évaluation des instruments financiers à l'actif ou au passif.

Engagements financiers

Nature des engagements	Montant (en M€)
Cautions ou garanties maison mère accordées à des organismes publics (Douanes)	362,2
Cautions ou garanties maison mère accordées à des banques	55,9

Les principales cautions maison mère accordées à des tiers pour le compte des filiales concernent :

- 362,2 M€ pour le compte de SCA Pétroles,

Les principales cautions maison mère accordées à des banques concernent :

- 39 M€ pour le compte de Banque Chabrières,
- 16.9 M€ pour le compte des filiales en Pologne ITM BAZA, ITM Polska et KROKUS

Instruments de couverture

De par son activité de financement pour le compte des filiales amont du Groupement, ITM Entreprises est exposé à un risque inhérent de taux d'intérêt. Ce risque de taux sur son endettement à taux variable est géré en utilisant des instruments financiers dérivés (swaps ou caps). La comptabilisation s'effectue en charges financières.

Les principales caractéristiques des opérations en vie au 31 décembre 2023 sont les suivantes :

Opération	Sous-Jacent	Valorisation * (en K EUR)
Ferme	USD	-4 242
Option		60
Ferme	NOK	-265
Option		
Ferme	GBP	122
Option		
Ferme	JPY	10
Option		
Ferme	PLN	-5 863
Option		

Opération - Devise	Maturité Moyenne Résiduelle (Année)	Valorisation (en K EUR)
Ferme - EUR	4	-3 746
Option - EUR	2	2 133

Opération	Sous-Jacent - Maturité Moyenne Résiduelle	Valorisation (en K EUR)
Ferme Option	GASOIL - 1	-162
Ferme Option	ELECTRICITE - 3	-5 366
Ferme Option	GAZ NATUREL - 2	-612

10. Autres informations

Les comptes de la société ITM ENTREPRISES sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale au sein de la société Les Mousquetaires, société par actions simplifiée, dont l'établissement principal est 1 Allée Des Mousquetaires 91070 Bondoufle, immatriculée au RCS Paris sous le numéro 789 169 323.

Note 3 : Notes sur le bilan

1. Immobilisations incorporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2023
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	13			13
Concessions, brevets	68 462	10 187	4 073	82 722
Autres immobilisations incorporelles	229 351		-1 037	228 314
Immobilisations incorporelles en cours	7 814	6 611	-4 370	10 055
Avances et acomptes incorporels				
Total	305 640	16 799	-1 334	321 105

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2023
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement	13			13
Concessions, brevets	49 042	4 367	-38	53 371
Autres immobilisations incorporelles	229 305		-1 036	228 269
Total	278 360	4 367	-1 074	281 653

2. Immobilisations corporelles

Variation des valeurs brutes

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Acquisition s	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2023
Terrains (dont mali techniques) et agencements des terrains	4 138			4 138
Constructions	113 684		441	114 125
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	432		-152	280
Matériel de transport	8			8
Autres immobilisations corporelles	5 807	97	350	6 254
Immobilisations corporelles en cours	417	2 927	-1 175	2 169
Avances et acomptes corporels				
Total	124 486	3 024	-535	126 975

Variation des amortissements et dépréciations

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2023
Terrains et agencements				
Constructions	84 818	4 689		89 507
Constructions sur sol d'autrui				
Installations et agencements	204	25	-32	197
Matériel de transport	4	2		6
Autres immobilisations corporelles	2 701	853	-111	3 443
Total	87 727	5 569	-143	93 153

3. Immobilisations financières

Variation des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Acquisitions	Sorties et Autres flux	Montant au 31/12/2023
Titres de participation	2 753 806	17 604	149 215	2 920 625
Créances rattachées à des participations	3 146 582		-182 116	2 964 465
Intérêts sur créances rattachées	17 359		93 850	111 210
Autres titres immobilisés	17 562	190	337	18 089
Prêts			1 045 367	1 045 367
Intérêts sur prêts			10 588	10 588
Dépôts et cautionnements	2 345		-216	2 129
Autres immobilisations financières	53 204		13 232	66 436
Total	5 990 858	17 794	1 130 257	7 138 909

Les autres immobilisations financières sont principalement constituées de créances immobilisées.

Dépréciations des immobilisations financières

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Reprises		Montant au 31/12/2023
		Dotations	Autres flux	
Titres de participation	476 393	194 905	-20 887	650 411
Créances rattachées à des participations	678 741	91 632	-4 465	765 907
Autres titres immobilisés	2 554		-128	2 426
Prêts				
Autres immobilisations financières	170	53 540		53 710
Total	1 157 858	340 076	-25 480	1 472 454

Échéances des créances financières

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Echéance a	
		moins d'un an	plus d'un an
Créances rattachées à des participations	3 075 675	3 075 675	
Prêts	1 055 955	110 112	945 843
Autres immobilisations financières	68 564	66 553	2 011
Total	4 200 194	3 252 340	947 854

4. Actif circulant

Échéances des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Echéance à moins d'un	Echéance à plus d'un an
Clients et comptes rattachés	83 353	83 353	
Personnel et comptes rattachés	2	2	
Etat, autres collectivités	1 686	1 686	
Groupe et Associés	177 362	177 362	
Autres débiteurs	7 421	7 421	
Total	269 823	269 823	

Les comptes courants groupe se composent du compte d'intégration de la TVA et du compte d'intégration fiscal pour respectivement 163 312k€ et 14 050k€.

Les autres débiteurs sont constitués principalement de comptes fournisseurs débiteurs, d'avoir à recevoir et de débiteurs divers.

Dépréciations des créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Dotations	Reprises Autres flux	Montant au 31/12/2023
Clients et comptes rattachés	516	114	79	551
Autres créances				
Total	516	114	79	551

Produits à recevoir inclus dans les créances d'exploitation

Données en k€	Montant au 31/12/2023
Avances et acomptes versés sur comman	
Avoir à recevoir	168
Facture à établir	50 893
Autres produits à recevoir	884
Personnel et comptes rattachés	
État et autres collectivités publiques	
Total	51 946

5. Trésorerie

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Disponibilités	566 365	872 349
VMP	16 853	15 650
Total	583 217	887 999

6. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance de 3996 k€ sont composées de la façon suivante :

Données en k€	Exploitation	Financier	Exceptionnel
INTERETS		3 070	
PRESTATIONS DE SERVICES	193		
ASSURANCE	338		
DOCUMENTATION	212		
HONORAIRES	131		
STOCKS FOURNITURES	52		
Total	926	3 070	

7. Capitaux propres

Le capital social est constitué de 64 001 actions ordinaires d'une valeur nominale de 16 euros au 31 décembre 2023.

La société est contrôlée directement à hauteur de 100 % par la société SCM.

Les capitaux propres ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/2022	Affectation résultat 2022	Résultat 2023	Autres variations	Montant au 31/12/2023
Capital social	1 024				1 024
Primes d'émission, de fusion, d'apport.					
Écarts de réévaluation					
Réserve légale	102				102
Autres réserves	2 710 976	164 136			2 875 112
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice	164 136	-164 136	-60 634		-60 634
Total	2 876 239	-0	-60 634		2 815 605

8. Provisions

Provisions règlementées

Données en k€	au 31/12/202	Dotations	Reprises	au 31/12/202
Provision pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	70	1		71
Autres				
Total	70	1		71

Les provisions règlementées correspondent à l'amortissement fiscal des frais d'acquisition des titres et aux amortissements dérogatoires d'immobilisations corporelles.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

Données en k€	Montant au 31/12/202 2	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant au 31/12/202 3
Provisions pour litiges	9 019	10 692	988	9 377	9 346
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marché à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Provisions pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Autres provisions pour risques et charges	10 203	1 250		4 059	7 394
Total	19 222	11 941	988	13 436	16 739

Dont dotations et reprises financières pour respectivement 1 250k€ et 4 059k€.

Dont dotations et reprises exceptionnelles pour respectivement 10 692k€ et 10 365k€.

9. Dettes

Dettes financières

Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Emprunts obligataires	584 483	160 783	253 700	170 000
Emprunts auprès des établissements de cré	630 365	415 265	215 100	
Dépôt et cautionnement	1 508			1 508
Dettes rattachées à des participations	352 644	352 644		
Autres dettes financières	1 969 525	1 729 525	240 000	
Découverts bancaires	146	146		
Total	3 538 671	2 658 363	708 800	171 508

Pour l'élaboration du tableau ci-dessus il a été considéré que les dettes financières avec les entreprises liées qui figurent sous la rubrique "Emprunts et dettes financières divers" étaient à moins d'un an dans tous les cas où il n'existe pas d'accord relatif aux dates de remboursement.

Autres dettes

Echéances des dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Echéance à moins d'un an	Echéance comprise entre un et cinq ans	Echéance supérieure à 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 906	16 906		
Dettes groupe	32 360	32 360		
Dettes fiscales et sociales	173 819	173 819		
Dettes sur immobilisations	1 454	1 454		
Autres dettes	1 321	1 321		
Total	225 860	225 860		

Les dettes groupe sont constituées principalement du compte courant de TVA pour 32 360 k€

Les autres dettes sont constituées principalement d'avoir à établir, de comptes clients créditeurs et de créditeurs divers.

Charges à payer dans les dettes

Données en k€	Montant au 31/12/2023
Emprunts et dettes financières	44 971
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 041
Dettes fiscales et sociales	7 338
Autres dettes	1
Avoirs à établir	527
Total	62 878

Note 4 : Notes sur le compte de résultat

1. Résultat d'exploitation

Analyse du chiffre d'affaires par nature

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Prestations de services	212 085	194 259
Refacturations	23 553	23 358
Total	235 638	217 616

Analyse des autres achats et charges externes

Les charges d'exploitation sont composées entre autres

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Autres achats	-4 447	-2 614
Sous-traitance		
Crédit-bail, locations et charges de copropriété	-1 860	-1 422
Entretiens et réparations	-1 396	-1 930
Assurances	-4 415	-3 536
Etudes, recherches et documentations	-581	-578
Personnel extérieur à l'entreprise	-49	-435
Rémunération d'intermédiaires et honoraires	-16 963	-18 965
Publicité, publication et relations publiques	-1 850	-3 287
Transports	-5	-1
Déplacements	-2 009	-2 326
Frais postaux et de télécommunications	-375	-377
Services bancaires	-12 372	-8 151
Divers	-51 390	-52 368
Total	-97 711	-95 990

2. Résultat financier

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Produits de participation (dividendes)	49 695	62 167
Résultat des SNC (bénéfices)	485	490
Produits des créances de l'actif immobilisé	124 819	18 093
Autres intérêts et produits assimilés	30 979	16 051
Reprises sur provisions et transferts de charges	29 539	25 943
Total Produits financiers	235 517	122 744
Intérêts	-102 571	-38 379
Abandon de créances et subventions consenties		-646
Résultat des SNC (pertes)		-0
Dotations financières aux amortissements et provisions	-341 326	-42 154
Autres charges financières	-15 676	-12 038
Total Charges financières	-459 573	-93 216
Total	-224 056	29 528

Les dotations financières de 341 326k€ correspondent à des dépréciations sur compte courant à hauteur de 145 172k€, à des dépréciations sur titres à hauteur de 194 905k€ et à des provisions sur risque à hauteur de 1 249k€.

Les reprises de provisions financières de 29 539k€ correspondent des reprises de provisions sur comptes courants à hauteur de 4 465k€, à des reprises des provisions sur titres à hauteur de 21 015k€ et à des reprises de provisions sur risque pour 4 059k€.

3. Résultat exceptionnel

Données en k€	Montant au 31/12/2023	Montant au 31/12/2022
Produits de cessions de titres		
Abandons de créances		
Produits divers	1 438	1 778
Produits des cessions d'actifs	2 511	1 290
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 365	13 942
Total Produits exceptionnels	14 314	17 009
Amendes et pénalités	-6	-61
Abandons de créances		
Charges diverses exceptionnelles	-1 025	-1 166
Valeur nette comptable des titres cédés	-3 189	-828
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-10 692	-6 095
Total Charges exceptionnelles	-14 912	-8 150
Total	-598	8 859

4. Fiscalité

Situation fiscale latente

K€	31/12/2022		Variation		31/12/2023	
	Base	Impôt	Base	Impôt	Base	Impôt
Subvention d'investissement						
Contribution Sociale de Solidarité des S	449	112	-6	-1	443	111
Effort construction	86	22	13	3	99	25
Ecart de valeur liquidative sur OPCVM	2		-2			
Autres différences temporaires	-446	-112	446	112		
Décalages certains ou éventuels						
Déficits reportables						
Moins-values LT						

K€	OUVERTURE	CLÔTURE
	2022	2023
IMPÔT EXIGIBLE		
Crédit d'impôts		-6
Impôt au taux normal de 25%	37 150	23 122
Impôt au taux réduit		83
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par taux)		23 199
Impôt sur le résultat courant	37 150	23 199
Impôt sur résultat exceptionnel		
IMPÔT EXIGIBLE (analyse par nature)		

Note 5 : Autres informations

1. Effectif

La moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre est de :

	2023	2022
Cadres	222	215
Agents de Maitrise	45	38
Employés	13	11
Ouvriers	0	0
Total	280	264

2. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes figurant au compte de résultat pour l'année 2023 d'un montant total HT s'élève à 216 778 €

Cabinet	Certification des comptes	Autres missions
KPMG	108 368 €	
RSM	108 410 €	

3. Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas mentionnée car cela conduirait à donner des indications de rémunérations individuelles.

4. Transactions effectuées avec les parties liées

Aucune information n'est donnée au titre des transactions conclues avec des parties liées dans la mesure où ces transactions ont été conclues à des conditions normales de marché.

5. Engagements hors bilan

Engagements reçus :

Néant.

Engagements donnés :

· Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2023 s'élève à 3 366 368 euros contre 2 964 456 euros en 2022.

Annexe : Tableau des filiales et participations en €

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres	Valeur Nette comptable des titres	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
		En €	En €	En K€	En K€	En K€	En K€
A FLEURY SCI	40.00%	114 337	114 337	-	NC	NC	NC
A.R.E.N.A	44.05%	75 000	75 000	-	8 090	21 879	3 019
ACADEMIE LES MOUSQUETAIRES	100.00%	600 000	600 000	-	703	317	134
AGROMOUSQUETAIRES	100.00%	257 385 943	90 341 359	499 307	209 584	14 248	-51 849
ALPHA LYRAE	100.00%	7 990 073	132 434	1 984	0	0	0
AUXO ANM	50.00%	50 000	50 000	-	NC	NC	NC
AWARE	100.00%	5 000	5 000	-	4 297	185 451	2 429
BANQUE CHABRIERES	99.00%	20 478 938	20 478 938	-	67 572	42 236	7 958
BASE DE VILLERS	99.92%	65 466	65 466	11 774	-2 673	38 975	341
BONACIEUX ENERGIES	100.00%	100 000	100 000	54	105	876	9
BRIGNOLES DISTRIBUTION	99.88%	2 233 131	-	5 742	-2 923	0	-1 449
CDE France	100.00%	30 069 016	-	89 296	-71 920	0	-73 272
COLOMBE ASSURANCES	78.65%	8 888 269	8 888 269	-	14 417	37 351	68
CSP DU PARC	100.00%	1 000 990	1 000 990	3 519	951	26 705	33
DEVAL - NORMINTER REGION SUD EST	10.00%	3 054 000	671 594	5 366	5 562	476	-1 042
DIRECTION PROCOMARCHE	99.76%	38 021	-	5 943	-5 943	0	-216
GALILU	100.00%	1 600	1 600	-	NC	NC	NC
GLOBAL RETAIL SERVICES	50.00%	150 000	150 000	-	386	2 351	85
GRANDS GARAGES FAVRESSE	90.21%	281 061	-	1 269	NC	NC	NC
HAUT PHARE (SCI DU)	70.00%	5 991	5 991	-	516	45	1
IMC POLSKA SP. Z.O.O.	100.00%	3 486 247	2 486 903	-	2 386	0	-1
IMMO MOUSQUETAIRES	100.00%	24 677 270	-	53 898	-55 885	35 672	-5 436
I E M	91.97%	1 300 990 818	1 300 990 818	665 991	1 196 618	76 372	-34 299
INFINITY ADVERSING	50.00%	250 000	-	9	-1 984	16 363	-530
INNOVATION DEVELOPPEMENT	100.00%	8 369 810	-	-	43	0	-562
INTERCEMENT REINSURANCE	100.00%	16 664 647	16 664 647	-	5 619	0	0
INTERCONTESSA	100.00%	159 338 062	-	407 355	NC	NC	NC
ITM ACHATS NON MARCHANDS	99.96%	40 829	-	7 328	-694	73 624	57
ITM ALIMENTAIRE INTERNATIONAL	100.00%	70 811 080	70 811 080	93 547	185 527	19 353 467	-56 693
ITM BELGIUM	100.00%	12 230 108	12 230 108	13 082	-5 223	9 108	1 892
ITM CENTRE EST F	99.72%	39 870	-	10 025	-8 879	-1	63
ITM CENTRE OUEST F	99.96%	39 984	-	15 670	-14 993	0	-642
ITM EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	99.76%	38 021	-	43 892	-41 881	1 602	77
ITM EQUIPEMENT DE LA MAISON	100.00%	160 078 493	160 078 493	477 585	-36 411	862 484	-288 506
ITM EST F	99.72%	37 976	-	58 038	-55 708	1	-2 090
ITM EXPORT	100.00%	324 995	324 995	106	126	1 059	21
ITM FORMATION	100.00%	39 999	-	20 097	-20 936	0	-724
ITM IBERICA	100.00%	14 994 148	1 035 700	-	959	0	-5
ITM LAI	100.00%	195 731 890	195 731 890	274 247	245 301	1 504 972	18 181
ITM LEMI	100.00%	6 950 443	6 950 443	17 135	12 197	103 868	506
ITM MOBILITE	100.00%	3 038 021	3 038 021	21 921	1 042	73 624	-15
ITM NORD F	99.80%	40 450	-	4 402	-851	-25	112
ITM NOUVELLES REGIONS	100.00%	1 784 000	46 854	-	23	0	-91
ITM OUEST F	99.84%	39 896	39 896	-	7 029	0	275
ITM PARTICIPATIONS	100.00%	242 691 203	56 795 743	102 241	55 821	1	-7 762
ITM POLSKA	100.00%	160 571 473	160 571 473	-	57 523	20 038	7 910
ITM PROXI	100.00%	14 976	14 976	-	67 270	2 150 493	56 310
ITM REGION PARISIENNE F	99.88%	39 839	-	43 024	-38 409	5	-1 315

Annexe : Tableau des filiales et participations en €

Libellé	% de détention	Valeur Brute des titres	Valeur Nette comptable des titres	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
		En €	En €	En K€	En K€	En K€	En K€
ITM SERVICES PRODUCTION	100.00%	8 000	-	358	-382	190	-150
ITM SUD-EST F	99.72%	39 871	-	42 045	-31 813	0	-2 487
ITM SUD-OUEST F	100.00%	37 990	37 990	-	6 639	0	26
ITMP Portugal	100.00%	135 756 043	109 497 817	-	25 058	39 439	5 170
LAURE	64.00%	29 107 871	25 072 955	-	15 705	45 690	0
LUBAIL	100.00%	1 600	1 600		NC	NC	NC
LUGALI	100.00%	1 600	1 600		NC	NC	NC
LUNEMOTTES	100.00%	15	-	-	NC	NC	NC
MAS DU NOYER (SCI DU)	99.00%	-	-	-	NC	NC	NC
METEORE	100.00%	28 737 965	14 129 395	-	5 649	8 863	0
QUARLES HARRIS ET CA	50.00%	6 097 945	6 097 945	-	9 037	7 358	151
SCA PETROLE ET DERIVES	90.00%	1 372 012	1 372 012	6 204	136 533	9 949 868	40 613
SCCV LOUIS BOUGO	90.00%	6 860	-	1 874	0	0	0
SECOIA	100.00%	20 456	20 456	-	14 494	4 404	2 837
SILVE	100.00%	85 267	85 267	876	2 168	26 348	-1 670
SOCIETE DE DISTRIBUTION MERUVIENNE	99.73%	-	-	1 596	-1 599	0	-63
SOLUPAR	99.94%	50 499	50 499	5 522	26 500	7 053	2 993
SPR AUTO	66.50%	136 619	136 619	-	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE EST et SUD EST	39.74%	300 513	300 513	-	NC	NC	NC
SPR EM CENTRE OUEST SUD OUEST	37.40%	392 499	392 499	-	NC	NC	NC
SPR EM NORD PARIS EST et OUEST	52.31%	874 952	874 952	-	NC	NC	NC
STIME	100.00%	145 790	145 790	63 352	19 938	456 714	1 400